Préoccupations suisses

Autor(en): **Béguin, Pierre**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique franco-suisse**

Band (Jahr): **36 (1956)**

Heft 3

PDF erstellt am: **27.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-887729

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

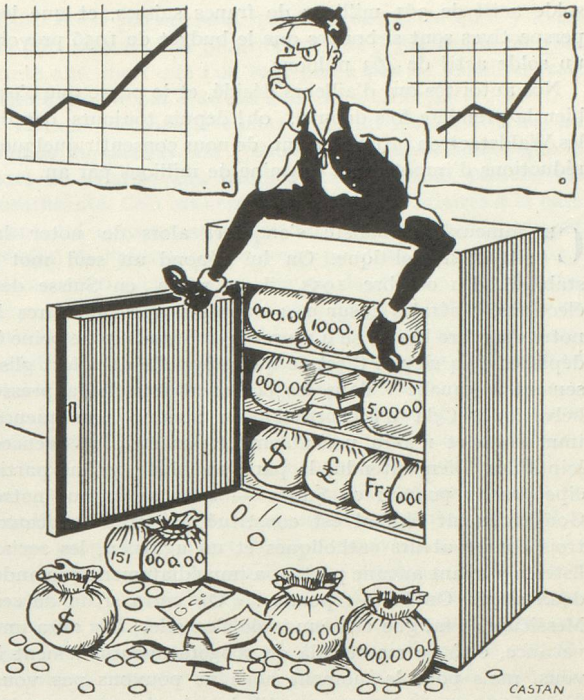
Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Préoccupations Suisses

PAR PIERRE BÉGUIN
RÉDACTEUR EN CHEF DE LA GAZETTE DE LAUSANNE



Nous sommes heureux de pouvoir reproduire ici de larges extraits de la brillante conférence que M. Pierre Béguin a donnée aux membres de notre compagnie, à Paris le 27 janvier, à Lyon le 25 février et à Besançon le 24 mars.

I

On pourrait imaginer qu'un journaliste d'un pays très lointain arrive un beau jour en Suisse pour essayer, à l'intention de ses lecteurs, de caractériser la situation actuelle de notre pays. Il serait immédiatement frappé par notre prospérité matérielle, prospérité exceptionnelle, sans précédent, qui on peut le dire — n'a pas d'équivalent en Europe.

Il irait ensuite chercher des renseignements dans un certain nombre de bureaux.

A l'Office du travail, on lui exposerait que, depuis vingt ans environ, on a toujours annoncé le chômage pour l'année suivante.

D'étape en étape, ce spectre a toujours été renvoyé à plus tard; il n'est jamais intervenu et nous avons maintenant, au point de vue de l'emploi, les chiffres les plus favorables que nous ayons jamais connus (3.300 chômeurs et 4.700 places vacantes en décembre 1955).

En fait, celui qui, dans une industrie, un commerce, ou une affaire quelconque, exerce en Suisse une activité patronale, ne sait pas où trouver de la main-d'œuvre; on se l'arrache souvent à prix d'or, de telle sorte que même les salaires conventionnels, tels qu'ils sont fixés par les contrats collectifs, sont dans la plupart des cas dépassés.

Bien plus : non seulement tous les ouvriers de chez nous trouvent du travail, mais nous avons besoin d'une très nombreuse main-d'œuvre étrangère. A tel point qu'en 1955, en pleine saison, il y avait en Suisse non moins de 270.000 travailleurs étrangers. Or, 270.000 c'est un chiffre énorme quand on pense que notre peuple compte 4,5 millions d'âmes et que les ouvriers syndiqués — et à peu près tous les ouvriers de l'industrie sont syndiqués chez nous — se comptent par environ 400.000. Les ouvriers étrangers travaillent chez nous surtout dans la construction, le bâtiment l'agriculture et l'hôtellerie. Ces quelques chiffres, suffisent à montrer que nous avons réalisé depuis plusieurs années déjà ce plein emploi dont tout le monde rêve aujourd'hui. Et cela, il faut bien le dire, sans intervention directe et en tous cas sans mesures artificielles de l'Etat.

Jetons encore, toujours en compagnie de ce journaliste étranger que j'imagine, et qui irait maintenant dans un autre bureau, jetons un regard sur notre commerce extérieur.

Je constate qu'en 1938, à une époque où notre activité pouvait être considérée comme relativement normale, nous importions des marchandises et des denrées de l'étranger pour 1.600 millions de francs suisses mais qu'en 1955 nous en avons importé pour 6.400 millions; que d'autre part nos exportations, en 1938, étaient de 1.300 millions et qu'elles ont passé l'année dernière au chiffre record de 5.600 millions. Je sais bien que notre monnaie n'a plus exactement la même valeur qu'autrefois; cependant son pouvoir d'achat n'a pas diminué dans des proportions qui interdisent des comparaisons avec l'avant-guerre. Et ces records ont été battus au cours d'une année, il faut bien le dire, où nous avons eu quelques difficultés économiques avec l'étranger, dont je ne citerai que deux. Il y a eu ce malheureux conflit avec la France, cette absence de convention qui a duré plusieurs mois, il y a eu aussi le grave conflit avec les États-Unis au sujet de nos exportations horlogères.

Notre journaliste étranger, se rendra ensuite au Département fédéral des finances. Il y trouvera des gens extrêmement heureux, qui sont sans doute de ce point de vue les plus heureux du monde entier; ils ouvriront leurs comptes et leurs budgets et constateront qu'en 1954, sur des dépenses au montant global d'environ 2 milliards, la Confédération a réussi à boucler ses comptes avec un

solde actif de 361 millions de francs suisses, et que les perspectives sont si bonnes que le budget de 1956 prévoit un solde actif de 463 millions.

Nos autorités ont d'ailleurs décidé, et je pense que c'est bien la première fois depuis... oh! depuis toujours, depuis les Waldstaetten probablement, de nous consentir quelques réductions d'impôts, une centaine de millions par an.

Ce fameux journaliste s'enquiert alors de noter la situation politique. On lui répond un seul mot : stabilité. En octobre 1955, il y a eu en Suisse des élections générales : sur 194 mandats parlementaires à notre chambre basse, on a réussi avec beaucoup de peine à déplacer cinq sièges. C'est ce qu'on appelle un « fort glissement à gauche » dans les commentaires de la presse helvétique. Cela d'ailleurs n'a eu aucune conséquence immédiate et n'aura probablement pas de conséquences lointaines. Bien entendu, le parti socialiste qui ne participe pas au pouvoir en Suisse — vous savez que notre Gouvernement fédéral est constitué par trois radicaux, trois conservateurs catholiques et un agrarien, les socialistes n'y ayant aucune part — a immédiatement demandé deux sièges. On lui a répondu : « On verra si un de ces Messieurs se fatigue et a envie de s'en aller; il y aura une vacance, et à ce moment-là on songera éventuellement à vous, mais pour le moment nous ne pouvons pas vous satisfaire; nous n'avons pas l'habitude de renvoyer les vieux serviteurs. » C'est une méthode qui est bien de chez nous.

Cette revendication de la gauche a donc été formulée pour prendre date, elle n'a pas été satisfaite et dans la mesure où je rencontre des hommes de gauche, je n'ai pas constaté sur leurs visages les stigmates de l'amertume.

Ayant ainsi jeté un coup d'œil sur la situation politique du pays, notre journaliste s'enquerra de la situation sociale. On lui dira que le pouvoir d'achat des salariés a été nettement amélioré par rapport à l'avant-guerre.

On lui montrera aussi que, si nous avons eu en Suisse certains cantons, certaines régions qui, au point de vue de l'industrialisation, sont restés longtemps très en retard, la technique y a fait tout d'un coup une apparition spectaculaire; ainsi dans le canton du Valais où on faisait à peu près tout soi-même il n'y a pas si longtemps, on participe maintenant totalement de la vie moderne avec tous les derniers perfectionnements de la technique, de telle sorte qu'il n'est pas exagéré de dire (ce n'est même pas une image audacieuse) que ce canton, dans l'espace d'une quinzaine d'années, a fait dans l'histoire un saut de non moins de trois ou quatre siècles.

On lui dira que la paix sociale est quasiment totale, qu'il existe bien une statistique des grèves, mais que cette statistique est de plus en plus vierge et qu'en tous cas il n'y a jamais eu, au cours de ces dernières années, aucune grève à l'échelon national.

Et si le fonctionnaire interrogé par notre confrère veut faire très exceptionnellement quelques confidences et sortir des statistiques, ce qui n'est guère dans sa manière, on l'amènera probablement à dire que, chez nous, les chefs syndicalistes sont dans l'ensemble des hommes modérés qui collaborent avec les services de l'Etat, qui collaborent étroitement même avec le monde patronal et qu'ils souscrivent à certaines mesures pour empêcher que les investissements prennent trop d'ampleur, car ils voient loin et ils craignent autant que le monde financier et le monde industriel une inflation future ou prochaine.

II

Ce peuple qui est prospère, ce peuple qui est modéré, ce peuple qui est sage, je crois vraiment qu'il faut poser la question franchement : ce peuple est-il pleinement heureux?

En fait, notre édifice helvétique est en apparence d'une solidité à toute épreuve, mais si l'on y regarde de plus près, on aperçoit des lézardes et un certain vieillissement. On constate alors dans l'opinion publique certains signes de lassitude; on voit se répandre chez nous un scepticisme assez général, une espèce d'absence de foi dans les destinées du pays, et même dans notre régime. Chez d'autres encore, en particulier chez certain intellectuels, on constate une fuite, un refuge dans un non-conformisme qui manque de solidarité parce qu'il est instinctif, qu'il est la plupart du temps sentimental et qu'il n'est pas le fruit d'une réflexion réellement attentive.

Si vous le voulez bien, nous allons examiner maintenant quelques-unes de ces lézardes et quelques-uns de ces signes d'affaiblissement.

Il y a tout d'abord ce phénomène extrêmement important, extrêmement grave de l'abstention dans les scrutins. Si une démocratie est vivante, elle doit être pleinement un régime de participation de la majeure partie des citoyens à tous les événements de la vie politique et de la vie publique. Cela est particulièrement vrai dans un gays comme le nôtre, qui ne connaît pas la démocratie parlementaire, où l'on ne demande pas seulement aux citoyens d'élire, tous les quatre, tous les cinq ou tous les six ans, des députés, qui ensuite seront les dépositaires de la volonté nationale, mais où, constamment et régulièrement, le peuple, grâce à son droit d'initiative et à son droit de referendum, peut intervenir dans la solution de problèmes concrets, obliger les autorités à prendre certaines mesures qu'elles négligent de prendre ou bien défaire ce que les autorités ont entrepris. Dans un pays comme celui-là, si les citoyens ne participent plus à la vie publique, s'ils n'exercent pas leur droit de vote, la démocratie sera bientôt vidée de sa substance.

Dans la plupart de nos scrutins, il faut bien constater que l'abstention est en moyenne d'environ la moitié, et que dans des occasions que l'on juge importantes, elle est même souvent encore plus forte. Quelles en sont les causes? Je vous donne celles que j'ai cru déceler. je ne prétends pas qu'elles soient toutes valables, mais je pense qu'elles sont à tout le moins plausibles.

Dans toute une partie de notre opinion publique, on éprouve de la lassitude vis-à-vis d'un régime qui est au pouvoir depuis trop longtemps, une lassitude certaine vis-à-vis d'un régime qui est trop stable et qui ne laisse aucune place à l'imprévu. De ce point de vue, on peut peut-être regretter que notre système électoral, proportionnel, intégralement proportionnel, soit si conservateur, et l'on peut peut-être envier nos amis britanniques, dont le régime permet les alternances, lesquelles, dans l'ensemble et dans la durée, sont extrêmement fécondes, en ce sens qu'elles permettent au peuple et aux citoyens de faire des comparaisons et de mettre alternativement les oppositions à l'épreuve.

A cela s'ajoute le sentiment, très net, très répandu, que notre régime démocratique est faussé dans son fonctionnement, qu'il est souvent une duperie et que les dépositaires du pouvoir, quelle que soit l'expression ou la manifestation de l'opinion publique, finissent toujours par

imposer la politique de leur choix. Ce phénomène n'est pas exclusivement suisse, bien sûr, mais il est très net chez nous. On le doit à la toute puissance de l'administration, laquelle est devenue si pléthorique qu'elle n'est plus contrôlée comme elle devrait l'être. On pourrait citer des cas — il y en a de très éloquents — de principes constitutionnels votés par le peuple, interprétés librement dans la loi d'application du parlement, mais complètement dénaturés dans les ordonnances d'application de certaines administrations que personne ne contrôle et contre lesquelles on ne possède aucun moyen de recours.

L'opinion publique se fatigue, parce que les problèmes politiques ne sont plus de vrais problèmes politiques et ne sont plus que des mises au point technique. Il faut compter aussi avec un certain sentiment d'impuissance du citoyen qui constate la puissance grandissante des organisations professionnelles et leur influence directe sur le pouvoir. A tel point que le régime politique tel que nous l'avons édifié reste encore intact dans son apparence, dans sa tradition, mais qu'en réalité, le véritable pouvoir a passé dans les mains des organisations professionnelles. De telle sorte que le citoyen, quand il va remplir son devoir d'électeur, ou de votant, a le sentiment très net qu'il ne joue plus le rôle qui lui était dévolu lorsque nos institutions ont été mises au point.

Il y a encore autre chose : l'incroyable lenteur de nos procédures législatives. On en arrive à penser, surtout dans la jeunesse, que notre régime, à cause de toutes les précautions qu'il prend pour étudier les problèmes lentement et sagement, finit par manquer d'efficacité et qu'en fait les discussions même sur des questions très importantes, finissent par s'ensabler et ne mènent pas en temps voulu à la solution nécessaire. Ce sentiment est surtout développé chez les jeunes; quand on parle avec eux, on les voit souvent très impatients et nous donner en exemple des régimes d'une efficacité beaucoup plus rapide. Ils en viennent parfois à se dire que, peut-être, un bouleversement permettrait de changer ces méthodes. Bref, il y a certainement chez nous une crise, pour le moins latente de notre régime démocratique.

D'AUTRE part, il existe un malaise : le malaise de ce qu'on pourrait appeler les « parents pauvres » de notre communauté helvétique. Il y a certaines régions sous-développées encore, celles de l'économie alpestre par exemple, qui ont toujours connu des conditions de vie extrêmement difficile mais où ces conditions de vie ne deviennent psychologiquement presque plus supportables au moment où la prospérité se répand dans tout le reste du pays.

Et le problème agricole! Il est absolument certain que l'on assiste — les statistiques le prouvent — à un exode toujours plus grave des paysans vers les villes. Les enfants de paysans ne veulent pas rester sur le domaine, ils ne veulent pas continuer l'œuvre de leur pères, il veulent aller en ville, ils veulent entrer dans les usines.

Ce problème est extrêmement grave, parce que l'on sent de plus en plus, surtout dans la jeunesse paysanne, monter un agacement, une amertume, des tendances très revendicatrices. Malgré tout, comme dans d'autres pays, on s'est trop longtemps dit que l'on pouvait sacrifier la classe paysanne à certains intérêts nationaux, au coût général de l'existence en particulier. On a admis que l'attachement à la terre compenserait sur le plan moral ce qui était refusé sur le plan matériel. Cette attitude, il faut bien le dire, appartient au passé, si l'on ne veut pas que peu à peu notre paysannerie, qui était encore ce qu'il y avait de plus attaché à la propriété privée il y a trente ou quarante ans, mais que l'on sent peu à peu se socialiser, soit tentée ensuite par d'autres aventures encore.

Passons, si vous le voulez bien, au monde ouvrier, au monde du salariat. On y entend dire constamment que la part du salariat aux fruits de la prospérité actuelle est insuffisante. Cela est certain, bien que les salaires à la base aient été surcompensés par rapport au renchérissement général de l'existence. Je pense pour ma part que le problème ouvrier chez nous, comme dans beaucoup d'autres pays, est beaucoup plus un problème psychologique et un problème moral qu'un problème purement matériel. Nous assistons tout de même, même dans ce pays qui paraît si stable, à une tranformation profonde de la société en ce sens que le nombre des indépendants — de ceux qui exercent une activité indépendante dans le commerce, dans l'agriculture, dans l'industrie, qui sont responsables de leur sort — ne cesse de diminuer, tandis que les hommes de condition dépendante ne cessent d'augmenter en nombre et en proportion. A cet égard nous avons subi toutes les conséquences des rationalisations techniques et d'une évolution qu'il faut accepter, qui est irréversible sans doute, mais que nous n'avons pas su assimiler. Nous n'avons pas cherché suffisamment jusqu'ici à redistribuer des responsabilités à tous les échelons de l'échelle sociale, afin que chacun soit, si possible, dans la mesure de ses moyens et de ses talents, un homme complet, c'est-à-dire un homme qui a des responsabilités.

PARMI ces malaises que nous constatons en Suisse actuellement, il en est un qui concerne notre neutralité. Sans doute, la grande masse du pays est attachée à ce principe, mais je crains qu'elle n'y réfléchisse pas toujours beaucoup, et que le mot « neutralité » ne soit devenu un mot clef qui permet de répondre à toutes les questions, qui permet de résoudre tous les problèmes, ou — plutôt que de les résoudre — permet au contraire de ne pas les aborder dans leur profondeur. Je constate de plus en plus, en parlant avec des jeunes gens, non seulement avec de jeunes intellectuels, mais avec de jeunes ouvriers, avec de jeunes employés, que malgré tout la neutralité helvétique, dont on reconnaît qu'elle nous a apporté beaucoup, laisse dans beaucoup d'esprits un certain sentiment de mauvaise conscience, ce statut international ne satisfait pas un certain besoin généreux de solidarité qui se trouve dans le cœur de tous les hommes.

EN fait, cette crise de la démocratie que j'ai essayé d'esquisser tout à l'heure, elle existe dans tous les pays occidentaux, mais chez nous, elle se manifeste avec un peu de retard, car nous n'avons jamais été des hommes pressés et, d'autre part, comme nous avons poussé l'horlogerie à ses derniers perfectionnements, nous avons inventé des balanciers dont les amplitudes sont plus faibles que dans les autres pays, de telle sorte que nos passions restent encore des expressions de sentiments assez sages.

CE tableau pourra peut-être vous paraître noir. D'autant plus que le premier que je vous ai présenté par l'entremise de notre confrère sud-américain était peut-être trop rose. Malgré tout, ces ombres au tableau, il faut les prendre très au sérieux et il faut s'y arrêter.

Quelle est donc la véritable cause de cette lassitude, de cette fatigue, de ce désintéressement? On cherche, et l'autre jour, un éminent professeur de l'Université de

Lausanne disait devant une assemblée sidérée : « Au fond, comme la France sous Louis-Philippe, la Suisse s'ennuie en 1956». Parce que trop de chose nous ont été données, parce que nous avons trop de biens et de privilèges acquis, nous avons le sentiment que nous n'avons plus grand-chose à conquérir; alors qu'en vérité une vie qui mérite d'être vécue est, dans un domaine ou dans l'autre, une vie de conquête et une vie d'innovations.

Ces deux sentiments sont très profonds chez nous, très particulièrement dans la jeunesse, et il faut les prendre au sérieux : sentiment tout d'abord que nous sommes des bénéficiaires illégitimes de privilèges qui ne sont pas justifiés par nos propres mérites; d'autre part, sentiment que la société, au fur et à mesure qu'elle devient techniquement plus parfaite, devient aussi pour beaucoup d'entre les citoyens du pays moins fraternelle qu'elle ne l'a été autrefois. Ces sentiments se manifestent dans toute sorte de milieux, mais plus particulièrement chez les intellectuels romands où l'on a la conviction que l'esprit souffle ailleurs, mais en tous cas pas chez nous. Nous avons affaire, très certainement à une crise de l'élite.

III

Je ne voudrais pas, Mesdames et Messieurs, vous laisser sur l'impression du ton un peu sombre que j'ai pris pour vous exposer cela, mais il le fallait... Toutefois je suis convaincu que cette situation pourrait être facilement redressée, et que même, on en perçoit déjà les prémices. Sans doute l'opinion est-elle en grande partie désemparée, mais on rencontre de plus en plus des hommes qui désirent y voir clair, qui voudraient abandonner les idées toutes faites, les vieilles formules, et qui cherchent à adapter peu à peu notre conception générale de la société aux besoins du temps présent. Cela très particulièrement dans le domaine social, où l'on a essayé une très grande expérience vers la fin de la guerre et dans les premières années d'après-guerre : un projet de communauté professionnelle, au sein de laquelle on aurait recréé les relations humaines qui se défont quand la technicité est reine dans les entreprises. Il s'agissait d'organiser tout un service de renseignements à l'intérieur des entreprises, il s'agissait d'instaurer la gestion paritaire des œuvres sociales des entreprises et des professions, bien entendu sans aller jusqu'à l'erreur de la co-gestion de l'entreprise elle-même. Il y a eu un beau départ, puis il y a eu un échec. Un échec parce que, si quelques hommes et une grande partie de la presse s'étaient enthousiasmés pour cette idée nouvelle, ils se sont heurtés à un désintérêt absolument total dans la plus grande partie du patronat et dans la plus grande partie également du monde ouvrier. On a préféré en rester aux vieilles méfiances.

Actuellement, d'une manière spontanée, sans que cela ait été décidé ni par les uns ni par les autres, sans qu'il y ait un mouvement orchestré, on voit — quand on prend contact avec des chefs d'entreprises — se dessiner une mentalité nouvelle. L'œuvre qui a été esquissée à la fin de la guerre et dans les premières années d'après-guerre est en train maintenant de porter ses fruits et de très beaux fruits. Une chose est absolument claire : la notion de la fonction patronale comme telle a profondément évolué ces dernières années; aucun patron ne dirait plus, comme d'autres l'on dit autrefois, qu'il a suffi à sa tâche s'il a fait marcher son entreprise, s'il l'a maintenue saine et s'il a développé sa production. Au contraire, tout l'aspect humain de l'activité patronale est un aspect dont on prend de plus en plus conscience. On cherche à organiser à l'intérieur des entreprises un travail d'équipes, à assurer la sécurité de l'emploi à longue échéance, car on se sent des responsabilités extrêmement lourdes. On voit peu à peu se constituer ce dont personne ne voulait à l'époque, des communautés d'entreprises, qui n'en ont pas le nom, mais qui en ont l'esprit et qui en dispensent tous les effets bienheureux. Il y a là certainement un phénomène très heureux.

D'autre part quand j'observe toute une partie de la jeunesse actuelle, je ne la vois pas seulement négative. Je la vois au contraire se raccrocher à un certain nombre d'idées force : elle vient de lancer une pétition pour demander que la Suisse adhère à l'organinisation de Strasbourg, au Conseil de l'Europe. Il y a là des solutions qui devront être étudiées avec beaucoup de prudence, c'est bien entendu, mais je crois quand même qu'un mouvement comme celui-là a ceci d'heureux et de réconfortant qu'il témoigne d'un besoin de faire sauter les cadres trop étroits dans lesquels nous avons le sentiment de vivre, d'un besoin de participer à une construction qui nous est extérieure pour le moment, qui nous dépasse. Il y a également besoin de surmonter la contradiction que nous ressentons quand nous affirmons notre fédéralisme à l'intérieur du pays, alors que nous ne voulons rien sacrifier à un fédéralisme plus large, où nous ne serions plus les maîtres, mais où nous serions simplement un participant.

C'est une tendance à prendre un risque, un risque international. Or ce peuple reprendre foi dans ses institutions et dans ses destinées que dans la mesure où il sera prêt à prendre certaine risques, et même des risques graves.

Tous ces derniers temps, on voit une idée bien accueillie qui est tout à fait dans la ligne helvétique, c'est celle de l'aide aux régions sous développées à l'extérieur de notre pays. Il y a là une œuvre de solidarité à entreprendre, une œuvre technique bien entendu, sans aucun caractère politique. Ce serait une possibilité pour les habitants de notre pays de faire partager la dignité de la personne humaine à ceux qui en sont encore privés par leur misère, quelle que soit d'ailleurs la raison de cette profonde misère.

Quand on interroge les jeunes gens chez nous, quand on prend contact avec eux, on s'aperçoit que, de plus en plus, ils refusent les simplifications marxistes et qu'ils aimeraient travailler à rendre notre société plus fraternelle, plus solidaire et à mieux répartir les chances entre tous les membres qui la composent. Les jeunes demandent des tâches et ils sont prêts, j'en suis sûr, à assurer une continuité.

Si cela est vrai, si ces tendances sont réelles, on peut dire que nous traversons une crise qui est générale, mais que nous sommes en passe de la surmonter. Car nous sommes partis — je veux en exprimer non seulement l'espoir mais la conviction — à la conquête de nouvelles raisons de croire et d'espérer. Et si tel est le cas, si cette entreprise réussit, tout le reste nous sera donné par surcroît.